

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 04/04/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ID LOGISTICS FRANCE

410 route du Moulin de Losque
BP126
84300 Cavaillon

Références : JCB/2023-0474

Code AIOT : 0006804779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement ID LOGISTICS FRANCE implanté ZAC de Prouxet Avenue Jean monnet 82400 Valence. L'inspection a été annoncée le 26/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'établissement est réalisée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ID LOGISTICS FRANCE
- ZAC de Prouxet Avenue Jean monnet 82400 Valence
- Code AIOT : 0006804779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site entrepôt situé zi de prouxet sur la commune de Valence d'Agen a été autorisé à partir de 2007. Après différents exploitants successifs, il est aujourd'hui la propriété du groupe BMG, nouvelle appellation de la société OREXIM.

Cet établissement devait être initialement constitué de 5 cellules de 6000 m². Il n'en comporte aujourd'hui, dans sa configuration définitive, que 4 pour une superficie couverte globale de 24 000 m².

Cette plateforme logistique est utilisée exclusivement par la société "GIFI". Elle mobilise l'équivalent de 80 emplois à temps complet et fonctionne uniquement en période diurne sur une plage horaire

comprise entre 6h00 et 20h00.

Elle sert de base d'alimentation des magasins GIFI au SUD d'une ligne partant de la ville de La Rochelle jusqu'à Perpignan.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur la situation administrative de l'établissement ;
- Présence et mise à jour d'un plan des réseaux ;
- Tenue du registre des entrées et sorties, connaissance des produits présents sur site (FDS) ;
- Bon état d'entretien et de fonctionnement des installations électriques ;
- Conformité, présence et vérification des dispositifs de protection contre les agressions liées à la foudre ;
- Présence et suivi des matériels de lutte contre l'incendie ;
- Réalisation et traçabilité des exercices incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 1	/	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 2	/	Sans objet
3	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 2.2.2 annexe AP	/	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.1.4 annexe AP	/	Sans objet
6	Mesures générales de prévention des risques d'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.3.2	/	Sans objet
7	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.5.2 annexe AP	/	Sans objet
8	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.5.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Mesures générales de prévention des risques d'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.3.1 annexe AP	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une actualisation de la situation administrative du site doit être effectuée notamment suite aux évolutions réglementaires concernant la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE. Des dispositions visant à compléter le suivi et le contrôle de bon fonctionnement de certains dispositifs de sécurité doivent être mises en oeuvre conjointement à la finalisation du plan de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société AMF QSE dont le siège social est ZAC Pôle Actif, 14 allée du piot, 30660 GALLARGUES, est autorisée à exploiter un entrepôt logistique situé ZAC du Prouxet, avenue Jean Monnet à Valence d'Agen comportant les installations suivantes : Rubrique 1510.1, Entrepôts couverts, volume total 302490 m³ (environ 15000 tonnes de matériaux combustibles) régime Autorisation ; Rubrique 1530.1 : Dépôt de bois papier carton ou matériaux combustibles analogues ; volume 60000 m³ (6000 à 12000 m³ par cellule ainsi que des palettes vides stockées dans l'entrepôt) => régime autorisation ; Rubrique 2662.a : Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) ; 60000 m³ (entre 6000 et 12000 m³ de marchandises susceptibles de contenir des matières plastiques par cellule) => régime Autorisation ; Rubrique 2663.1.a : Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) ; 60 000 m³ (entre 6 000 et 12 000 m³ de marchandises susceptibles de contenir des produits à base de plastiques alvéolaires, par cellule) => Régime Autorisation ; Rubrique 2663.2.a : Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) ; 60 000 m³(entre 6 000 et 12 000 m³ de marchandises susceptibles de contenir des matières plastiques, par cellule) => Régime Autorisation ; Rubrique 2925 : Ateliers de charge d'accumulateurs, puissance installée 200 kW => Régime Déclaration ; Rubrique 2910.A : Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse (...), puissance msur l'installation 2 MW soit 1 chaudière au gaz naturel de 1,4 MW et 2 motopompes au GO de 0,6MW cumulé.</p>
<p>Constats : Le site a fait l'objet d'un changement d'exploitant en 2017 au profit de la société "OREXIM Valence d'Agen". Ce changement a été porté à la connaissance des services préfectoraux en date du 21 décembre 2017. Ce changement n'a pas fait l'objet d'une réactualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le jour de l'inspection, le représentant de l'exploitant signale une nouvelle évolution. Le site est désormais la propriété de la société "BMG" situé à Loncheray, 49220 La Jaille Yvon, désignée comme l'exploitant. Ce nouveau changement d'exploitant doit faire l'objet d'une information à la préfecture accompagnée des éléments d'appréciation et réglementaires nécessaires et suffisants. Un positionnement du site par rapport à la nomenclature ICPE a été effectué en 2017 suite à l'arrivée du nouveau locataire de l'entrepôt en l'occurrence l'entreprise "GIFI". Une information a été alors effectuée auprès des services préfectoraux qui ont donné acte de cette information par courrier du 4 septembre 2017. Toutefois, en vertu des évolutions réglementaires connues depuis 2017, l'exploitant doit renouveler et actualiser son classement administratif notamment concernant la rubrique 1510. En fonction du résultat de cette analyse, il lui appartiendra de faire valoir le bénéfice des droits acquis pour son établissement.</p> <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit porter à la connaissance des services préfectoraux le changement intervenu au profit de la la société BMG. Il effectue cette formalité dans le respect des termes de l'article 13 de son arrêté préfectoral d'autorisation.• L'exploitant doit réaliser le positionnement de son site par rapport aux rubriques de la nomenclature ICPE en intégrant notamment les évolutions réglementaires induites par les évolutions relatives à la rubrique 1510.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 2
Thème(s) : Autre, Caractéristiques principales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les activités de l'entrepôt objet de la présente autorisation consistent au stockage de produits de biens d'équipements de la maison et de la grande distribution en vue de leur distribution vers les zones de consommation.</p> <p>En période de fonctionnement normal, les horaires d'activités, d'approvisionnement et de livraison sont, du lundi au vendredi, compris entre 06h00 et 22h00.</p> <p>L'établissement dispose de :</p> <p>cinq cellules de stockage de 6 000 m² chacune (50x120x10m);</p> <p>30 quais route et 1 quai fer le long de la façade Nord de la cellule n°5 (5 m sur 120 m de long sous auvent de 6,75 m) ;</p> <p>(...)</p> <p>La capacité maximale de marchandise autorisée, à être stockée dans l'entrepôt, selon les rubriques visées à l'article 1er, ne doit pas dépasser au total 15 000 tonnes.</p> <p>Le volume maximal de marchandises pouvant être entreposées selon les dispositions du des prescriptions techniques annexées au présent arrêté, ne devra pas excéder quant à lui 12 000 m³ par cellule, soit un total de 60 000 m³ pour l'ensemble du bâtiment.</p> <p>Tous les produits (nature et quantité) dont le stockage entraînerait le classement dans d'autres rubriques de la nomenclatures que celles susvisées sont interdits sur le site (ex : substances inflammables, toxiques, aérosols, engrais, phytosanitaires, boissons alcoolisées, etc.).</p> <p>Constats : L'entrepôt est actuellement loué par l'exploitant à la société GIFL. Son utilisation correspond à la prescription de l'article 2 de l'arrêté d'autorisation. En effet, le stockage porte sur des produits d'ameublement et décoration, du mobilier d'extérieur. Majoritairement, il s'agit d'équipements en bois et matières plastiques.</p> <p>La présence de "bombes" aérosols, demeurant sur site de 1 à 2 jours avant expédition en magasin est constatée lors de la visite de terrain. Un suivi périodique de la quantité de ce type de produit est réalisé.</p> <p>L'inventaire affiche une quantité de 2763 kg d'aérosols présents sur site le jour de l'inspection, situation n'impliquant aucun classement au titre des rubriques 4320 et 4321 de la nomenclature ICPE. Les conditions de stockage de ces produits, répartis de manière aléatoire au sein de l'entrepôt ne sont pas satisfaisantes.</p> <p>Contrairement aux dispositions prévues, le site ne dispose que de 4 cellules de stockage en lieu et place des 5 initialement prévues. Une information auprès du préfet a été réalisé en 2015 afin de porter à sa connaissance cette modification du projet initial. Toutefois, aujourd'hui, dans la mesure où les conditions d'exploitation de l'entrepôt ont évolué depuis 2015 (changement de locataire et des types de produits ou substances stockés), l'exploitant envisage de réaliser une étude globale du site de nature à réactualiser son arrêté préfectoral.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant doit améliorer les conditions de stockage des produits aérosols présents sur son site par la mise en place d'une zone dédiée et des conditions adaptées (dispositifs de prévention des projections en cas d'incendie). Le suivi de quantité effectivement présente sur site doit être effectuée quotidiennement et la zone de stockage doit être clairement identifiée et connue des services d'intervention en cas de sinistre. Le stockage de ce type de produits devra être inclus au dossier de mise à jour administrative du site. • L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance à l'adresse du préfet de nature à actualiser la situation administrative du site. Ce dossier comportera entre autre une réactualisation de son étude de dangers qui tiendra compte des modalités d'exploitation actuelles générant une évolution de la situation initialement prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 2.2.2 annexe AP
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux d'alimentation et de collecte de ses effluents. Ce plan, daté et régulièrement remis à jour, doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, postes de relevage, postes de mesure, les points de rejet notamment dans le réseau communal...
Constats : Un plan des réseaux est présenté en séance. Daté du 8 octobre 2007, ce document porte sur un aménagement du bâtiment en 4 cellules correspondant à la configuration actuelle et définitive. Le différents réseaux sont identifiés, toutefois plusieurs éléments notamment de mise en sécurité ne sont pas clairement matérialisés (vannes d'obturation, clapets antiretours ou vanne de disconnexion). Il existe un seul point de rejet vers le milieu extérieur équipé d'une vanne d'obturation en cas de sinistre asservie aux dispositifs de détection incendie. La réalisation d'un contrôle périodique de bon état et de fonctionnement de ces équipement n'a pas pu être démontrée en séance. <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit élaborer et tenir à disposition sur site un plan des réseaux de son établissement, d'une échelle adaptée facilitant sa lecture, matérialisant l'ensemble des différents réseaux aqueux présents sur son site. Ce document doit matérialiser l'ensemble des dispositifs mis en place (vannes de protection, vanne d'obturation, compteurs....). En outre, il doit s'assurer du bon état d'entretien et de fonctionnement des dispositifs de sécurité par un contrôle régulier. Ces opérations de vérification sont tracées sur un support adapté tenu à disposition de l'inspection sur site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.1.4 annexe AP
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrées/sorties
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Un état des lieux des matières effectivement stockées sur le site est réalisé à l'aide d'une application spécifique de la société "GIFI". Ce logiciel permet de localiser et de quantifier l'ensemble des différents produits présents sur le site. Ils sont répartis par rubrique de la nomenclature. Les aérosols présents en quantité inférieure aux seuils de classement se composent exclusivement de produits insecticides et spray d'huile essentielle. Un point de situation est effectué à fréquence hebdomadaire, toutefois il est précisé en séance qu'une évolution du logiciel permettra d'établir des états quotidiens à très court terme. Un recueil des "FDS" de différents produits est élaboré et tenu à jour en version informatique. Comme en ce qui concerne le suivi de l'état des stocks, il est noté en séance un accès très limité en nombre de personnes aux applications précitées. En effet, seul le responsable du site et du personnel déporté de la société GIFI disposent des éléments de connexion. Cette organisation doit être améliorée pour répondre aux exigences de l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral. <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit être en mesure d'effectuer un état des stocks précis de son établissement à fréquence quotidienne. Il doit tenir à disposition sur site un inventaire régulièrement actualisé des FDS des produits présents sur l'emprise ICPE. L'ensemble de ces documents doit être tenu à disposition et accessible à tout moment des services de contrôle. En ce sens, les personnes habilitées à l'accès de ces informations sont en nombre suffisant pour répondre aux exigences des prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures générales de prévention des risques d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.3.1 annexe AP
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans le rapport.
Constats : Les installations électriques font l'objet d'un contrôle par un organisme à fréquence annuelle. La dernière vérification a été effectuée le 7 septembre 2022 par la société "SOCOTEC". Le rapport en conséquence est présenté en séance. Il ne fait état d'aucune non conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures générales de prévention des risques d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre. Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la réglementation en vigueur ainsi qu'à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes. Contrôles périodiques: L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'ci-dessus fait l'objet d'une vérification par un organisme compétent à la mise en service des installations puis tous les cinq ans. Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porter atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures. Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installation un tel comptage, celle-ci est démontrée. Les pièces justificatives du respect des et sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une analyse de risque contre les agressions liées à la foudre a été réalisée conjointement à l'étude technique le 1er avril 2010 en conformité avec la norme NF-EN 62305-2. Ce document conclut à l'absence de nécessité de mise en place de dispositifs de protection concernant les effets directs. Il est préconisé toutefois de disposer deux éléments de protection des effets indirects sur le local TGBT et les armoires divisionnaires permettant ainsi d'assurer la continuité du bon fonctionnement des éléments de sécurité tels que l'alarme, le sprinklage et la détection d'hydrogène. Ces dispositifs ont été mis en place et la vérification après installation a été réalisée par l'organisme BCM en juillet 2013. Il n'a pas pu être fourni en visite le justificatif de montage et l'identité de l'installateur des dispositifs de protection. Les contrôles périodiques de l'installation sont confiés à l'organisme "AXIMA" filiale du groupe ENGIE. La visite 2023 est prévue pour le 23 avril. Le registre de traçabilité des potentiels coups de foudre impactant le site n'a pas pu être présenté en séance. <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit être en mesure de présenter et tenir à disposition sur site l'ensemble des documents nécessaires permettant de démontrer la conformité du montage et de l'installation des dispositifs de protection contre le foudre dont son établissement est muni. A ce titre, il doit disposer des éléments de nature à s'assurer que les termes de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels et notamment de ses articles 16 à 23 sont respectés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.5.2 annexe AP
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense intérieure contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Systèmes d'extinction automatiques:</p> <p>Des systèmes d'extinction automatiques équipent l'ensemble de l'entrepôt, l'auvent, les locaux techniques ainsi que les bureaux et les locaux sociaux. Ces dispositifs doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Les réserves en eau nécessaires au fonctionnement de ces dispositifs sont constitués de deux groupes motopompes puisant dans deux cuves aériennes de 450 m3 chacune implantées à l'extérieur du local sprinkler.</p> <p>Extincteurs:</p> <p>Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies les normes en vigueur sont répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, à raison d'un appareil pour 200 m2. Les extincteurs doivent être homologués.</p> <p>Ils sont repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés et accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Ils sont vérifiés tous les ans et maintenus en état de fonctionnement en permanence.</p> <p>Robins d'incendie armés:</p> <p>Des robinets d'incendie armés, conformes aux normes en vigueur, doivent être répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.</p>
<p>Constats : L'établissement est doté d'un système d'extinction automatique en adéquation avec les termes des prescriptions édictées à l'article 5.5.2 de son arrêté préfectoral.</p> <p>La vérification des éléments de contrôle périodique du dispositif n'a pas été effectuée le jour de l'inspection.</p> <p>Il est constaté lors de la visite de terrain la présence de deux réserves (cuves) incendie de 450 m3. Ces dernières sont reliées deux groupes motopompes dont la mise en fonctionnement est possible en toute circonstance en cas de nécessité.</p> <p>En outre, le site est équipé de 150 extincteurs répartis sur l'ensemble du périmètre. Ce nombre permet de respecter largement le ratio prescrit d'un extincteur par tranche de 200 m2 de locaux. Ces derniers sont vérifiés à périodicité annuelle par un organisme compétent (Société SICLI). La rapport de la dernière intervention réalisée en juillet 2022 est disponible sur le site.</p> <p>La vérification a également portée sur 36 RIA. La liste des équipements présents sur le périmètre jointe au registre incendie s'avère obsolète et incomplète le jour de la visite.</p> <p>Enfin l'établissement est alimenté par 4 poteaux d'incendie privatifs et une borne publique répartis sur le pourtour de l'entrepôt. Les attestations de débit en fonctionnement simultanée n'ont pas été fournies en visite notamment pour l'ouvrage situé sur le domaine public.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant doit joindre au registre incendie la liste actualisée des équipements de lutte contre l'incendie présents sur le site. • L'exploitant doit s'assurer que les poteaux incendie utilisables en cas de sinistre délivre le débit suffisant sur le temps nécessaire requis pour circonscrire un événement accidentel auquel le site serait confronté. Il dispose des justificatifs en conséquence à disposition des services de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article Article 5.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications et exercices
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure périodiquement que les moyens de secours, les obturateurs et les vannes de confinement sont à la place prévue, signalés, aisément accessibles et en bon état extérieur. La fermeture des vannes et la mise en œuvre du dispositif de confinement doit faire notamment l'objet d'une procédure précisant les conditions d'essais périodiques de manœuvre et d'étanchéité. Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence biennale au minimum, à l'évacuation du site et à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours. Le premier exercice est à réaliser dans le trimestre qui suit le démarrage de l'activité de l'entrepôt. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les comptes-rendus de ces vérifications et exercices.
Constats : Le locataire GIFI s'est engagé dans un travail de réactualisation totale de son plan de défense incendie. Il existe le jour de la visite aucune procédure écrite concernant les modalités de suivi et de mise en œuvre des dispositifs de protection et de sécurité. Les exercices incendie consistent exclusivement à l'évacuation du personnel. <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit finaliser son plan de défense incendie. Il doit mettre en œuvre les dispositions de nature à respecter les termes de l'article 5.5.4 de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet